



# LES CAHIERS ECONOMIQUES ET SOCIAUX

## DE L' OBSERVATOIRE ECONOMIQUE CARAIBE

MENSUEL : Numéro 1 / Septembre 2005

### ÉDITORIAL

Pour un pays comme le notre que ceux qui nous administrent considèrent comme étant un abonné permanent à la charité et à l'assistance, la bataille du chiffre et de l'analyse économique est essentielle. Elle l'est d'autant plus que les institutions françaises ont dans notre pays pour mission principale de démontrer que tout va bien dans l'outre mer comme ils aiment à dire et que nous rattrapons la « métropole ». Il suffit pour s'en rendre compte de lire régulièrement les rapports et notes de l'IEDOM, de l'INSEE et de tous les autres organismes qui ne font qu'utiliser leur prose pour justifier la présence française.

L'observatoire économique caraïbe (O.E.C) créé par la CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE se propose tout simplement de participer à ce combat en proposant des analyses différentes de l'activité économique et sociale de notre pays. Différente car nous les mènerons avec le souci de défendre la Nation Guadeloupéenne que nous estimons capable de construire une économie forte, solide indépendante et en toutes circonstances performante.

Nous publierons nos analyses mensuellement et nous ferons paraître une fois par an un rapport sur l'état économique et social de notre pays. Nous espérons que vous prendrez plaisir à nous lire et nous serons attentifs à toutes vos suggestions.

Alors bonne lecture

**LA RÉDACTION.**

## **CONJONCTURE MENSUELLE**

C'est dans un contexte de pétrole cher que se déroule l'activité économique jusqu'au trente août 2005. Les prix du pétrole ont approché 70 dollars le baril pour le Brent. Il y a encore quelques mois, un tel prix aurait été considéré comme insoutenable pour les économies des pays importateurs. Aujourd'hui, il semble qu'il y ait presque une sorte d'accoutumance à une énergie devenue chère. Pour autant, il ne faudrait pas en conclure que les économies sont devenues totalement insensibles au prélèvement exercé par le renchérissement des prix du pétrole. Les prix du pétrole ont laissé des traces dans l'évolution récente de l'inflation. Aux Etats-Unis, un point haut a été atteint en avril à 3,5 %, en partie sous l'effet de l'accélération des prix de l'énergie. Un temps protégé par l'évolution du change, la zone euro a aussi connu au cours de ces derniers mois une hausse assez marquée des prix de l'énergie (+ 10,2 % en avril en glissement annuel et + 6,9 % en mai). Compte tenu du poids de l'énergie dans l'indice des prix à la consommation de la zone euro (8,5 %), un ordre de grandeur comparable à celui observé aux États-Unis, une hausse de 10 % des prix de l'énergie conduit à un surcroît d'inflation d'un peu moins d'un point, toutes choses égales par ailleurs. Ce n'est pas négligeable, mais c'est aussi un choc d'une ampleur somme toute limitée. En outre, la situation du marché du travail dans nombre de pays européens ne plaide pas en faveur d'une accélération des salaires, ce qui est un peu moins vrai aux États-Unis dans un contexte de repli du chômage. Enfin, la montée en puissance des pays émergents constitue un puissant facteur de modération des prix des produits manufacturés, à la fois de manière directe, à travers les importations, et de manière indirecte, par le biais de la pression concurrentielle qu'ils exercent. Dans ce contexte, les craintes d'une résurgence de l'inflation paraissent aujourd'hui peu fondées.

### **IL RESTE QUE L'ÉCONOMIE MONDIALE EST ENTRÉE DANS UNE PHASE DE DÉCÉLÉRATION DEPUIS LE MOIS DE JUILLET 2004.**

Le glissement annuel de l'indice synthétique du PIB mondial calculé par The Economist est passé de 5,4 % au premier trimestre 2004 à 3,8 % au premier trimestre 2005. Les États-Unis, grâce à la bonne tenue de la consommation des ménages, ont plutôt bien résisté, enregistrant encore une progression soutenue du PIB au premier trimestre 2005. En fait,

le ralentissement de l'activité a surtout été perceptible en Asie et en Europe. Le PIB des huit principales économies émergentes d'Asie (hors Chine) ne s'est ainsi accru que très faiblement au premier trimestre 2005. D'ailleurs, malgré la dépréciation du yen contre le dollar, le Japon a connu une dégradation de ses exportations depuis le début 2005, liée en partie à l'affaiblissement de ses marchés asiatiques. Si le PIB japonais a progressé assez nettement au premier trimestre, cela tient surtout au sursaut de la consommation et de l'investissement. Mais cette tendance ne semble pas s'être prolongée.

**FINALEMENT, LA ZONE EURO PARAÎT ENCORE À LA TRAÎNE DE LA CROISSANCE MONDIALE.** La progression du PIB au premier trimestre ne doit pas faire illusion. Le deuxième trimestre devrait se caractériser par une très faible croissance. Cependant, après trois mois de forte dégradation, les enquêtes de conjoncture semblent légèrement se redresser, sans doute sous l'influence de la dépréciation de l'euro, ce qui laisse un peu d'espoir pour la seconde partie de l'année.

**DE SON COTÉ, LA CROISSANCE FRANÇAISE A DÉSORMAIS PEU DE CHANCE D'ATTEINDRE LES 2% ESPÉRÉS PAR LE GOUVERNEMENT EN 2005** estiment les économistes au vu de ses performances au premier semestre. Le Produit intérieur brut (PIB) de la France au 2<sup>e</sup> trimestre n'a augmenté que de 0,1% par rapport au précédent, en net ralentissement par rapport aux trois premiers mois de l'année, pour lesquels sa croissance a d'ailleurs été revue en légère hausse (+0,4%). Ce chiffre n'est que la première estimation de l'Insee et est susceptible d'être sensiblement modifié dans les semaines à venir: il n'en constitue pas moins une déception. La Banque de France prévoyait il y a encore quelques semaines un taux de +0,5% pour le deuxième trimestre, tandis que les économistes attendaient en moyenne quelque +0,2%. L'acquis de croissance sur le semestre est de 1,2%. Le gouvernement français avait revu en baisse en juin sa prévision de croissance pour l'ensemble de l'année 2005: il vise officiellement un "plafond" de croissance de 2%, alors qu'il espérait auparavant un taux compris entre 2 et 2,5%. Les analystes tablent de leur côté sur un taux d'environ 1,5%. "Le point le plus important qui ressort, c'est que la croissance française est structurellement molle, alors même que le monde est entré depuis 2004 dans une période de développement économique accéléré". Mais le plus inquiétant, selon les analystes, est que le rebond attendu au second semestre demeure largement suspendu au bon vouloir de l'euro et du pétrole. L'amélioration du moral des milieux d'affaires constatée un peu partout en Europe en juillet était d'ailleurs directement liée à l'attente d'une bonne orientation de ces

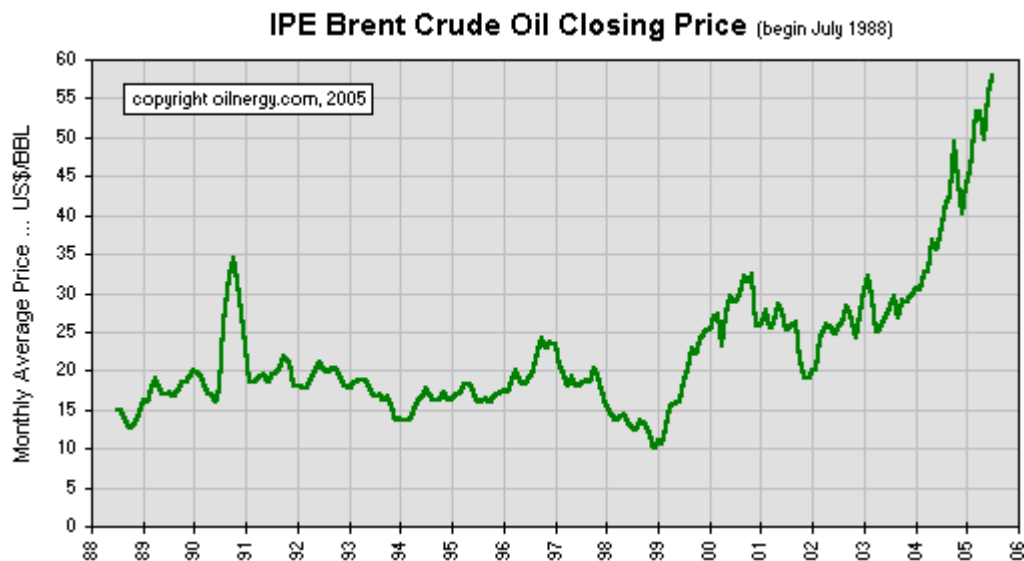
deux facteurs. Mais l'euro a nettement regagné du terrain ces dernières semaines. A près de 1,25 USD, il est au plus haut depuis début juin.

**EN GUADELOUPE ENFIN** dont l'activité est désormais très dépendante de la situation de l'hexagone compte tenu d'un degré d'intégration de plus en plus élevée, la situation économique est hésitante. La commande publique qui est un des éléments moteurs de la conjoncture va mal compte tenu des difficultés des collectivités publiques. Son atonie contribue à la morosité de l'activité du B.T.P. L'agroalimentaire et l'industrie tirent leur épingle du jeu alors que le tourisme stagne malgré la bonne orientation de la consommation des vacanciers. La consommation des ménages stagne du fait de la baisse du pouvoir d'achat de nombreux salaires provoquée par une inflation qui s'accélère.

L'opinion des chefs d'entreprises, tous secteurs confondus, confirme la mollesse de l'activité. Seuls les secteurs de l'industrie agroalimentaire, des autres industries et des services aux entreprises échapperaient à ce ralentissement d'activité. La rareté des commandes publiques a entraîné un ralentissement de l'activité du secteur du BTP et dans le secteur touristique, le climat social tendu a contribué à la détérioration du moral des chefs d'entreprises. Dans l'ensemble, les dirigeants anticipent une baisse de l'ensemble des indicateurs d'activité.

Ce ralentissement est illustré par le chômage qui reste élevé, la stagnation des importations et de faibles exportations, la baisse des crédits d'investissements alloués par les établissements bancaires. Il en résulte le maintien de la structure dépendante de l'économie Guadeloupéenne.

**O.E.C.**



## LA CRISE PÉTROLIÈRE

Depuis plusieurs mois le prix du baril de pétrole ne cesse d'augmenter. Ce que les experts et les décideurs avaient considéré comme un épiphénomène semble être devenu un véritable choc pétrolier qui est entrain de prendre une forme différente de ce auquel on s'était habitué dans le passé. Au contraire, nous sommes entrés dans la phase d'un pétrole cher qui va imposer aux économies de s'adapter rapidement si elles ne veulent pas être distancées. L'envolée des cours du pétrole indique qu'un "troisième choc pétrolier" après ceux de 1973 et 1979 a débuté. Les estimations varient selon l'origine du baril de pétrole et l'année de référence retenue pour calculer en dollars constants, c'est-à-dire corrigés de l'inflation : selon les économistes de HSBC CCF, le cours du baril de West Texas Intermediate (WTI) avait ainsi établi en mai 1980 un record absolu de 94 dollars d'aujourd'hui (40 dollars de l'époque). Toutefois, la hausse des prix est cette fois d'une amplitude supérieure à celle des chocs de 1973 et 1979/80: "le prix du baril a déjà été cette fois multiplié par 3 depuis début 2002 alors qu'il avait été multiplié seulement par 2,1 en 1979/80 et par 2,6 en 1973". "Si le choc est ressenti comme moins brutal, c'est principalement parce qu'il s'est étalé sur une période de temps plus longue : 43 mois cette fois-ci à comparer à 10 mois en 1979/80 (révolution iranienne et 2e choc pétrolier) et à 9 mois en 1973" (guerre du Kippour et 1er choc pétrolier), soulignent-ils. C'est aussi que les pays consommateurs, forts de leurs expériences passées, se sont efforcés de

réduire autant que possible leur dépendance en mettant en oeuvre des politiques d'économies d'énergie et de diversification des sources énergétiques (charbon, gaz et nucléaire). En 2002, la part du pétrole dans la consommation totale d'énergie des pays de l'OCDE est tombée à 40,5%, contre 53% en 1973, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), institution créée en 1974 pour faire en sorte que les pays riches ne connaissent plus jamais le même degré de vulnérabilité qu'en 1973. Le contexte économique a lui aussi beaucoup évolué depuis : les deux premiers chocs étaient intervenus alors que le monde était en plein essor, voire en surchauffe. Aujourd'hui, la globalisation et l'intensification de la concurrence empêchent les entreprises de répercuter pleinement la hausse de leurs coûts sur leurs prix de vente. Disposant de moins de marge, elles sont aussi moins disposées à investir et à embaucher. Au final, l'inflation demeure très contenue, ce qui n'était pas le cas lors des précédents chocs.

La Guadeloupe sera particulièrement touchée par ce phénomène. En effet elle consacre une bonne partie de son revenu à faire l'acquisition de pétrole pour faire fonctionner son économie. Notre pays compte rappelons le 120.000 véhicules. Sa production d'électricité est encore très dépendante du pétrole malgré les efforts réalisés pour le développement de nouvelles sources d'énergie. Il est vrai à cet égard que la politique mise en oeuvre manque de cohérence. Il suffit pour s'en rendre compte d'examiner les incitations fiscales pour économiser l'énergie. Le pétrole représente le deuxième poste d'importation dont l'essentiel vient du Venezuela. De plus il alimente fortement le budget des collectivités publiques dont les taxes représentent plus de 70% du prix payé par le consommateur final. Des mesures doivent être prises pour faire face rapidement à cette forte contrainte au risque de voir l'inflation s'envoler comme c'est déjà le cas (3,4% sur un an selon l'INSEE). La hausse du pétrole favorise l'augmentation du prix des billets d'avions qui s'envolent ce qui déstabilise l'activité touristique alors qu'elle est déjà en difficulté. Ce sont aussi les taxes qui augmentent, et tout ce qui dépend de lui comme notamment l'électricité. Les risques de récession réels alors que le chômage et la dépendance financière sont déjà élevés. Déjà, le prix de l'essence à la pompe a augmenté de près de 15%. Les autres prix ne vont pas tarder à suivre. Des mesures immédiates et à moyen terme doivent être prises pour éviter un ralentissement de la croissance économique.

**O.E.C.**

## Politique économique

Agnès Benassy-Quéré - Benoît Coeuré  
Pierre Jacquet - Jean Pisani-Ferry  
Préface d'Olivier Blanchard



## Politique économique

**de Agnès Benassy-Quéré, Benoît Coeuré, Pierre Jacquet, Jean Pisani-Ferry ; Préface d'Olivier Blanchard ;** Édition : De Boeck novembre 2004 ; Collection : Ouvertures économiques.

Comment faire baisser le chômage ? L'objectif d'inflation de la banque centrale européenne est-il trop bas ? La dette publique est excessive ? Vaut-il mieux un taux de change fixe ou flottant ? Quels impôts réformer ? Le niveau de vie européen peut-il rattraper celui des Américains ? Le développement des pays sous développés va-t-il se réaliser ? Autant de questions qui font les débats de politique économique, autant de questions auxquelles l'analyse économique peut et doit apporter des réponses précises et argumentées. Les économistes ne manquent pas d'y travailler, mais leurs outils sont dispersés dans des champs disciplinaires distincts et il existe souvent une fracture entre la réflexion théorique et le débat de politique économique. C'est cette fracture que cet ouvrage tente de combler, en réunissant pour la première fois dans un seul volume les faits essentiels, les principaux enseignements théoriques et l'analyse des débats actuels de politique économique. La démarche est d'abord méthodologique, puis thématique. Sans se départir de la rigueur scientifique, l'accent est mis sur l'utilisation pratique des outils de l'analyse économique.

L'ouvrage s'appuie sur un séminaire donné depuis plusieurs années par les auteurs à l'École polytechnique. L'exposé est clair et pédagogique : la formalisation est présentée en encadré, ce qui permet différents niveaux de lecture de l'ouvrage ; les chapitres thématiques sont structurés en trois

parties : enjeux, théories, politiques , ce qui permet à chacun d'organiser sa lecture selon ses besoins.

L'ouvrage satisfait ainsi un public très large : étudiants en licence ou master d'économie, de gestion ou de sciences politiques, praticiens et observateurs de la politique économique, acteurs de la vie économique

Le livre est divisé en huit chapitres. Les deux premiers présentent le cadre général de la politique économique :

- le chapitre 1 traite des fondements de la politique économique en commençant par rappeler les différentes approches en économie (avec une partie utile sur l'approche récente de « l'économie politique » qui « endogénéise » les comportements des décideurs politiques). Ensuite les auteurs s'intéressent aux fondements de l'intervention publique avec une présentation des arguments microéconomiques. A noter un encadré utile sur les cinq catégories de modèles de simulation de la politique économique et une présentation des moyens d'évaluation. Le chapitre se termine par une présentation des critères qui permettent d'interpréter les débats de politique économique : politiques d'offre ou (et) politiques de demande (avec la présentation des courbes d'offre et de demande agrégées et les réponses aux chocs d'offre et de demande) ; politique de régulation ou (et) politique structurelle (introduction du problème de l'arbitrage inter temporel.

- Le chapitre 2 sur « Les acteurs » apporte une synthèse sur les analyses qui renouvellent les approches des politiques économiques en commençant par étudier les critiques que les économistes ont formulées quant à la conduite des politiques économiques : limites de la modélisation, débats sur les anticipations, problème de la crédibilité, de l'aléa moral, de l'incohérence temporelle. Ensuite les auteurs listent les critiques qui concernent la capacité et la volonté des autorités publiques à servir le bien public : imperfection de l'information, difficulté de la délégation de service public, prise en compte d'un univers incertain. Ensuite est posé le problème du gouvernement à plusieurs voix avec les différents niveaux d'action publique. Le chapitre se termine sur une présentation de l'organisation actuelle de la conduite de la politique économique dans le cadre européen et une réflexion sur le problème de la gouvernance mondiale.

Les six chapitres suivants abordent les grands thèmes de la politique économique avec une structure commune en trois parties : les enjeux et faits stylisés, les théories et les politiques.

- le chapitre 3 traite de la politique budgétaire avec une analyse de la montée des déficits, une analyse théorique centrée sur le modèle de Mundell-Fleming et sa critique et une étude approfondie de la question de la « soutenabilité » de la



dette. Enfin le chapitre se termine sur la présentation de l'évolution des règles de conduite des politiques budgétaires avec l'analyse du Pacte de stabilité et de croissance et les problèmes de coordination des politiques budgétaires.

- Le chapitre 4 est consacré à la politique monétaire avec le rôle des banques centrales, les canaux de transmission de la politique monétaire, la modélisation de la crédibilité des banques centrales, le problème du maintien de la stabilité financière, l'évolution dans la conduite des politiques monétaires, la zone euro et la résolution des crises bancaires.

- Le chapitre 5 aborde la politique de change : présentation du marché des changes, du taux de change, des régimes de change. A noter une importante partie théorique sur taux de change et équilibre macroéconomique avec la question de l'efficacité des interventions de change, le problème du sur ajustement du taux de change, la détermination du taux de change d'équilibre fondamental, la théorie des zones monétaires optimales et les modèles de crises de change. Enfin les politiques de change sont présentées à travers deux débats : le choix du régime de change et d'adhésion à une union monétaire.

- Le chapitre 6 se penche sur les politiques de croissance en reprenant les grandes observations sur longue période concernant l'accélération de la croissance, l'évolution des inégalités mondiales, les phénomènes de convergence, les facteurs de gains de productivité, le calcul de la croissance potentielle. La partie théorique offre un panorama des analyses du modèle de Harrod-Domar aux travaux de la croissance endogène avec les approches de l'innovation et le problème de la localisation des activités, les travaux sur le rôle des institutions et les débats sur la relation croissance - inégalités. La partie sur les politiques revient sur la stratégie de Lisbonne avec l'encouragement à l'investissement, le rôle de l'épargne, le financement des grands projets, le développement régional, l'éducation, l'innovation et la concurrence, ce qui pose le problème du fonctionnement des marchés.

- Le chapitre 7 s'intéresse à la politique fiscale en commençant par présenter le rôle de l'impôt (avec une partie sur redistribution et efficacité), les types d'impôts, l'évolution et la structure des prélèvements obligatoires, le problème de la fiscalité dans les pays en développement. La partie théorique distingue la question de l'incidence fiscale en équilibre partiel (perte sociale, distorsions, courbe de Laffer...) et en équilibre général, puis pose le problème de l'arbitrage entre efficacité et équité, ce qui conduit à s'interroger sur la fiscalité optimale et la fiscalité correctrice. Enfin, est abordé le sujet de la fiscalité en économie ouverte. La partie sur les politiques s'intéresse à la répartition efficace et équitable de la charge fiscale (impôts

- cotisations) ; aux problèmes des corrections du marché (fiscalité écologique..) et à la dimension internationale avec la concurrence fiscale, la coordination européenne et la mise en place d'une fiscalité internationale.

- Le chapitre 8 analyse les politiques d'emploi en commençant par poser le problème de la définition du chômage et en étudiant les évolutions par pays et par région, puis en insistant sur l'hétérogénéité du marché du travail avec le mouvement des entrées - sorties. La partie théorique commence avec la représentation néoclassique du marché du travail, puis l'identification des différents types de chômage, la présentation de la notion de chômage d'équilibre et de la courbe de Phillips, enfin, le modèle WS-PS est présenté avec précision et l'analyse théorique se termine par les modèles d'appariement. Une importante partie sur les politiques revient sur tout ce qui a été essayé et insiste sur les réformes du marché du travail qu'il faudrait engager pour améliorer son fonctionnement.

O.E.C.

## **TABLEAU DE BORD DE LA GUADELOUPE EN août 2005**

(Données brutes ; Var. Mens. ; Glissement Annuel)

### **Production :**

**Produit intérieur brut 2001 :**

**Trafic aéroportuaire** (source : Aéroport Guadeloupe Pôle Caraïbes)

- **Passagers** - Juin 2005 134 283 -3,4% -3,0% - Cumul annuel 939 529 - - 1,5%

- **Mouvements d'avions** - Juin 2005 2 390 -0,02% -1,5%- Cumul annuel 15 011 - -2,0%

**Trafic portuaire (Cumul annuel)** (Source : Port Autonome de Guadeloupe) - chiffres provisoires

Fret Tonnage brut (entrées + sorties) - Juin 2005 1 472 162 - 1,1%

Mouvements de passagers (entrées + sorties) - Juin 2005 385 136 - -19,9%

**Logements autorisés** : février 2005 ,915

**Production agricole finale :**

### **Consommation :**

**Consommation globale de ciment (tonnes)** (Source : Lafarge Ciments Antillais)

- Juillet 2005 23 111 -10,8% -4,2%

- Cumul annuel 158 575 - 1,3%

**Consommation d'électricité millions de kWh** (source : EDF)

- Juin 2005 135,9 -3,9% 6,7%  
- Cumul annuel 766,4 - 4,3%

**Immatriculation véhicules neufs** :6944 avril 2005

### **Echanges :**

**Exportations** - (millions d'euros) - 1er trimestre 2005 26,495 - 3,1%  
- Cumul annuel 26,496 - 3,1%

**Exportations de bananes (tonnes)** - Avril 2005 (source : DDCCRF) 4 767  
31,3% -29,3% Cumul annuel 16 315 -38,5%

**Importations** - (millions d'euros) - 1er trimestre 2005 605,510 - 45,3%  
- Cumul annuel 605,511 - 45,3%

### **Prix :**

**Indice des Prix à la consommation** -Juin 2005 (source : INSEE) 112,6 0,4%  
3,2% .

### **Marché du travail:**

**Nombre de demandeurs d'emploi** - Juillet 2005 (source : DTEFP) 44 295 -  
0,5% 2,5%( 43 319) .

**Offre d'emplois** : juillet 2005 912 ( 952) .

**Chômeurs indemnisés** : juillet 2005 20 024 (19442) .

### **Finances Publiques :**

**Dépenses de l'État en 2004** :636070

**Recettes de TVA en 2004** :164756

**Dépenses sociales en 2004** :

**Cotisations sociales en 2004** :

### **Crédits**

**Crédits d'équipement et d'exploitation des entreprises** :

**Crédits à la consommation** :

**Crédits à l'habitat** :